

PARTIE 3 Gouvernance

La SADC dispose d'un solide cadre de gouvernance et s'engage à continuer dans cette voie. La présente partie de notre rapport annuel renseigne sur le conseil d'administration de la SADC, les comités du conseil et la participation aux réunions. Y sont aussi présentées les activités menées par la Société pour répondre aux attentes envers la fonction publique en ce qui a trait à une bonne gouvernance.

Conseil d'administration

Les affaires de la Société sont régies par un conseil d'administration composé d'un président, de cinq autres membres issus du secteur privé et de cinq membres nommés d'office (le gouverneur de la Banque du Canada, le sous-ministre des Finances, le commissaire de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada [ACFC], le surintendant des institutions financières et un surintendant adjoint ou un autre représentant officiel du Bureau du surintendant des institutions financières [BSIF] nommé par le ministre des Finances).

Le conseil d'administration de la SADC guide l'orientation stratégique de la Société et veille à ce que les principaux risques d'entreprise soient relevés et gérés de façon adéquate. La charte du conseil précise le mandat global et l'engagement du conseil en matière de saine administration. Suit la composition du conseil et de ses comités.

Pour en savoir plus

Pour en savoir plus sur la gouvernance de la SADC, y compris sur la charte du conseil d'administration et de chacun de ses comités, et sur les membres du conseil, consultez notre site Web, au www.sadc.ca.

Conseil d'administration de la SADC

Au 31 mars 2020



Robert O. Sanderson

Président du conseil

Au conseil depuis : juin 2016

Reconduit à la tête du conseil pour un mandat d'un an, à compter du 14 décembre 2019

Administrateurs issus du secteur privé



J. Martin Castonguay

Comptable professionnel agréé
Montréal (Québec)
Au conseil depuis : mai 2019
Nommé pour un mandat de quatre ans qui expire le 20 mai 2023



Linda Caty

Avocate
Carignan (Québec)
Au conseil depuis : juin 2018
Mandat reconduit le 21 juin 2020 pour quatre ans jusqu'au 20 juin 2024



David Dominy

Chef d'entreprise
Edmonton (Alberta)
Au conseil depuis : juin 2018
Nommé pour un mandat de quatre ans qui expire le 20 juin 2022



Andrew Kriegler

Haut dirigeant financier
Toronto (Ontario)
Au conseil depuis : septembre 2018
Nommé pour un mandat de quatre ans qui expire le 6 septembre 2022



Wendy Millar

Haute dirigeante financière
Oakville (Ontario)
Au conseil depuis : juin 2018
Nommée pour un mandat de quatre ans qui expire le 20 juin 2022

Administrateurs nommés d'office



Stephen S. Poloz

Gouverneur
Banque du Canada⁵
Au conseil depuis : juin 2013
Nommé pour un mandat de sept ans



Paul Rochon

Sous-ministre
Ministère des Finances
Au conseil depuis : avril 2014
Nommé à titre amovible



Judith Robertson

Commissaire
Agence de la consommation en matière financière du Canada
Au conseil depuis : août 2019
Nommée pour un mandat de cinq ans



Jeremy Rudin

Surintendant des institutions financières
Bureau du surintendant des institutions financières
Au conseil depuis : juin 2014
Nommé pour un mandat de sept ans



Jamey Hubbs

Surintendant auxiliaire
Secteur de la surveillance des institutions de dépôts
Bureau du surintendant des institutions financières
Au conseil depuis : avril 2015
Nommé en vertu de l'alinéa 5 (1)(b.1) de la Loi sur la SADC

Substituts des administrateurs nommés d'office



Paul Beaudry

Sous-gouverneur
Banque du Canada
Nommé substitut en : février 2019



Leah Anderson

Sous-ministre adjointe
Direction de la politique du secteur financier
Ministère des Finances
Nommée substitut en : décembre 2016

⁵ Le 1^{er} mai 2020, le gouvernement du Canada a annoncé la nomination de Tiff Macklem au poste de gouverneur de la Banque du Canada à compter du 3 juin 2020. M. Macklem succédera à Stephen S. Poloz, dont le mandat à la Banque du Canada prend fin le 2 juin 2020.

Comités du conseil

En mars 2019, le conseil a remanié la structure de ses comités pour tenir compte des changements apportés au mandat de la SADC et à ceux marquant l'environnement dans lequel évolue cette dernière. Il compte trois comités permanents : le Comité d'audit, le Comité du risque et le Comité de la régie de la Société et des ressources humaines.

Comité d'audit

Le Comité appuie le conseil dans ses fonctions de surveillance : de l'intégrité des états financiers de la Société ; du processus d'établissement de rapports financiers ; des systèmes de contrôle interne de la comptabilité et des finances ; de la fonction d'audit interne de la Société ; et de tout examen spécial mené au titre de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Composition*

- **A. Krieglér (président)** – Membre depuis septembre 2018 ; président depuis avril 2019
- **J.M. Castonguay** – Membre depuis juin 2019
- **D. Dominy** – Membre depuis août 2018
- J. Hubbs – Membre de mai 2015 à mars 2020
- **J. Robertson** – Membre depuis septembre 2019

* Les personnes dont le nom paraît **en gras** sont les membres des comités au 31 mars 2020. M. Hubbs a laissé ses fonctions de membre du Comité d'audit le 4 mars 2020.

Comité de la régie de la Société et des ressources humaines

Le Comité de la régie de la Société et des ressources humaines appuie le conseil dans ses fonctions de surveillance des principaux enjeux en matière de régie d'entreprise auxquels doit répondre la Société. Il s'assure qu'existent les structures, les processus et les renseignements nécessaires à l'orientation efficace : des activités de la Société ; de la planification de la relève du président du conseil et des administrateurs non nommés d'office ; de la planification de la relève du premier dirigeant et des cadres supérieurs ; de l'évaluation des objectifs annuels du premier dirigeant et de recommandations à leur égard ; du rendement et de l'évaluation annuelle du premier dirigeant ; de politiques, processus et stratégies clés en matière de ressources humaines et de rémunération, notamment en ce qui concerne la conduite professionnelle et le comportement éthique des employés.

Composition

- **D. Dominy (président)** – Membre et président depuis mars 2019
- **J.M. Castonguay** – Membre depuis septembre 2019
- **L. Caty** – Membre depuis mars 2019
- **W. Millar** – Membre depuis mars 2019
- **J. Rudin** – Membre depuis mars 2019
- **R.O. Sanderson** – Membre depuis mars 2019

Comité du risque

Le Comité du risque épaulé le conseil dans son travail de surveillance du cadre de gestion des risques de l'entreprise, ainsi que la direction dans son travail de recensement, d'évaluation, de gestion et d'enregistrement des risques importants (stratégique, préparation à un règlement, exploitation, financier, entreprise, réputation) qui, le cas échéant, pourraient empêcher la Société d'exécuter son mandat.

Composition

- **W. Millar (présidente)** - Membre et présidente depuis mars 2019
- **L. Caty** - Membre depuis mars 2019
- **J. Hubbs** - Membre depuis mars 2019
- **A. Kriegler** - Membre depuis mars 2019
- **S. Poloz** - Membre depuis mars 2019

Participation aux réunions du conseil et de ses comités

(1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020)

Le tableau qui suit résume la participation des administrateurs aux réunions du conseil et des comités dont ils font partie.

	Comités du conseil			
	Conseil d'administration ^b	Comité d'audit ^c	Comité de la régie de la Société et des ressources humaines	Comité du risque
Nombre de réunions^a	9	7	6	4
Présences :				
Administrateurs issus du secteur privé				
R.O. Sanderson – président	9	7	6	4
J.M. Castonguay ^d	8	6	4	s.o.
L. Caty	9	s.o.	6	4
D. Dominy	9	7	6	s.o.
A. Kriegler ^e	9	7	s.o.	4
W. Millar	9	s.o.	6	4
Membres d'office (substituts)				
Banque du Canada : S. Poloz (P. Beaudry)	7 (7)	s.o.	s.o.	4
Ministère des Finances : P. Rochon (L. Anderson)	0 (7)	s.o.	s.o.	s.o.
Agence de la consommation en matière financière du Canada : J. Robertson ^f	6	4	s.o.	s.o.
Surintendant des institutions financières : J. Rudin	7	s.o.	6	s.o.
Bureau du surintendant des institutions financières – 2 ^e administrateur : J. Hubbs	8	7	s.o.	4
Ont quitté le conseil durant l'exercice				
J. Charbonneau ^g	1			
L. Tedesco ^h	1			

^a Y compris par téléphone.

^b Y compris une séance de planification stratégique du conseil et deux exercices sur table à l'intention des administrateurs.

^c Le président du conseil est invité au Comité d'audit et au Comité du risque, mais n'en est pas membre.

^d Nommé au conseil le 21 mai 2019 ; au Comité d'audit depuis le 5 juin 2019 ; au Comité de la régie de la Société et des ressources humaines depuis le 16 septembre 2019.

^e Nommé président du Comité d'audit le 25 avril 2019.

^f Nommée commissaire de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada le 19 août 2019 et membre d'office du conseil depuis cette date ; au Comité d'audit depuis le 16 septembre 2019.

^g A quitté le conseil le 18 avril 2019.

^h Fin du mandat de commissaire de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada le 31 mai 2019 et donc de la fonction de membre d'office du conseil depuis cette date.

Compétences et expérience professionnelle des administrateurs

Administrateur	Études / diplômes	Comptabilité	Communication	Crise	Services financiers	Gouvernance / Leadership	TI / Fintech	Droit	Fusions et acquisitions / Insolvabilité	Réglementation	Gestion des risques	Gestion des compétences	Autre
Sanderson, Robert Président du conseil, SADC	BA, FCPA, FCA, FIC, FCIRP (ret)	✓		✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓	
Castonguay, J. Martin Administrateur	BSc, BComm, CPA, IAS.A	✓		✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓	
Caty, Linda Administratrice	LLB		✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓	✓	
Dominy, David Directeur général, Firma Corporation Cambiste	BA, MoM, IAS.A	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	
Hubbs, Jamey Surintendant auxiliaire, BSIF	BA, M.Cert, PM, IAS.A			✓	✓	✓				✓	✓	✓	
Kriegler, Andrew Président et chef de la direction de l'OCRCVM	BSc, MBA	✓		✓	✓	✓				✓	✓	✓	
Millar, Wendy Administratrice	BA, MA, IAS.A	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	
Poloz, Stephen Gouverneur de la Banque du Canada	BA, MA, PhD, Cert Int'l TP SEP		✓	✓	✓	✓	✓			✓	✓	✓	
Robertson, Judith Commissaire, ACFC	BA, MBA, CFA	✓			✓	✓	✓			✓	✓	✓	
Rochon, Paul Sous-ministre, Ministère des Finances	BA, MA	✓	✓	✓	✓	✓				✓	✓	✓	
Rudin, Jeremy Surintendant, BSIF	BA, MCRP, PhD		✓	✓	✓	✓				✓	✓	✓	Politique

Honoraires des administrateurs

En 2019-2020, les honoraires versés aux administrateurs issus du secteur privé ont totalisé 245 663 dollars (231 836 dollars en 2018-2019).

2019-2020 – Honoraires des administrateurs issus du secteur privé	
R.O. Sanderson	128 000 \$
J.M. Castonguay (depuis le 21 mai 2019)	24 397
L. Caty	20 940
J. Charbonneau (jusqu'au 18 avril 2019)	1 106
D. Dominy	22 620
A. Kriegler	12 960
W. Millar	35 640
Total	245 663 \$

Conseil de gouvernance

Le conseil de gouvernance de la SADC se compose du président et premier dirigeant et de sept autres dirigeants. Le président et premier dirigeant est nommé par le gouverneur en conseil, qui approuve la rémunération liée au poste. Les objectifs de rendement du premier dirigeant sont fixés et évalués une fois l'an par le conseil d'administration de la SADC puis remis au ministre des Finances. Les dirigeants sont nommés à leur poste par le conseil d'administration. Le conseil approuve les échelles de salaire de ces postes. Suit le nom des dirigeants de la SADC, au 31 mars 2020.

Peter D. Routledge

Président et premier dirigeant

Chantal M. Richer

Chef de l'exploitation

Gina Byrne

Chef, Risque et Règlement, Institutions membres

Michael Mercer

Chef, Données et Assurance

Tara Newman

Responsable, Stratégie d'entreprise, et chef de la gestion du risque

Camille Ringrose

Responsable, Finances et Exploitation, et directrice financière

Angela Roberge

Responsable, Ressources humaines et Culture d'entreprise

Christa Walker

Conseillère générale et secrétaire de la Société, et chef des Services juridiques

Rémunération des dirigeants

Échelles de rémunération 2019-2020 des dirigeants, au 31 mars 2020

Rémunération en numéraire ^{6,7}	Président et premier dirigeant	Dirigeants – catégorie 1	Dirigeants – catégorie 2
Échelle de salaire de base	226 000 \$ – 265 800 \$	219 492 \$ – 292 638 \$	165 383 \$ – 237 781 \$
Programme de prime (échelles)	6,5 % – 26 %	0 % – 25 %	0 % – 18 %
Échelle de rémunération globale par exercice	240 690 \$ – 334 908 \$	219 492 \$ – 365 798 \$	165 383 \$ – 280 582 \$

Programme d'avantages indirects

Avantage	Président et premier dirigeant	Dirigeants – catégorie 1
Indemnité pour usage de véhicule personnel ⁸	12 000 \$	—
Compte gestion-santé et remboursement des services de planification financière ⁸	12 000 \$	10 000 \$
Examens médicaux généraux	3 432 \$	3 432 \$
Total	27 432 \$	13 432 \$

Dans le **rapport d'examen spécial** mentionné précédemment, le Bureau du vérificateur général a constaté que « l'échelle de rémunération du président et premier dirigeant était inférieure à celles des autres dirigeants de la Société ». Dans sa réponse, la Société d'assurance-dépôts du Canada a déclaré qu'elle « continuera de dialoguer avec son ministre de tutelle et le Bureau du Conseil privé en vue de revoir l'ensemble de la structure de rémunération du poste de président et premier dirigeant en fonction de l'élargissement du mandat, du cadre législatif et des pouvoirs de la Société ».

Directive du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada en matière de dépenses de voyage, d'accueil, de conférences et d'événements

En juillet 2015, la Société a reçu une directive (C.P. 2015-1107), émise en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, lui demandant d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui respecte ses obligations légales. La SADC s'y est conformée.

⁶ La rémunération indiquée ne correspond pas au salaire ni aux primes effectivement versés aux dirigeants, mais à l'échelle qui s'applique à leur poste respectif.

⁷ Au 31 mars 2020, appartiennent à la catégorie 1 les postes suivants : chef de l'exploitation ; chef, Risque et Règlement, Institutions membres ; chef, Données et Assurance. Les postes de la catégorie 2 sont les suivants : responsable, Stratégie d'entreprise, et chef de la gestion du risque ; responsable, Finances et Exploitation, et directrice financière ; responsable, Ressources humaines et Culture d'entreprise ; conseillère générale et secrétaire de la Société, et chef des Services juridiques.

⁸ Ces montants représentent l'indemnité maximale payable, reçus à l'appui.

Divulgateion des frais de déplacement, d'accueil et de conférences

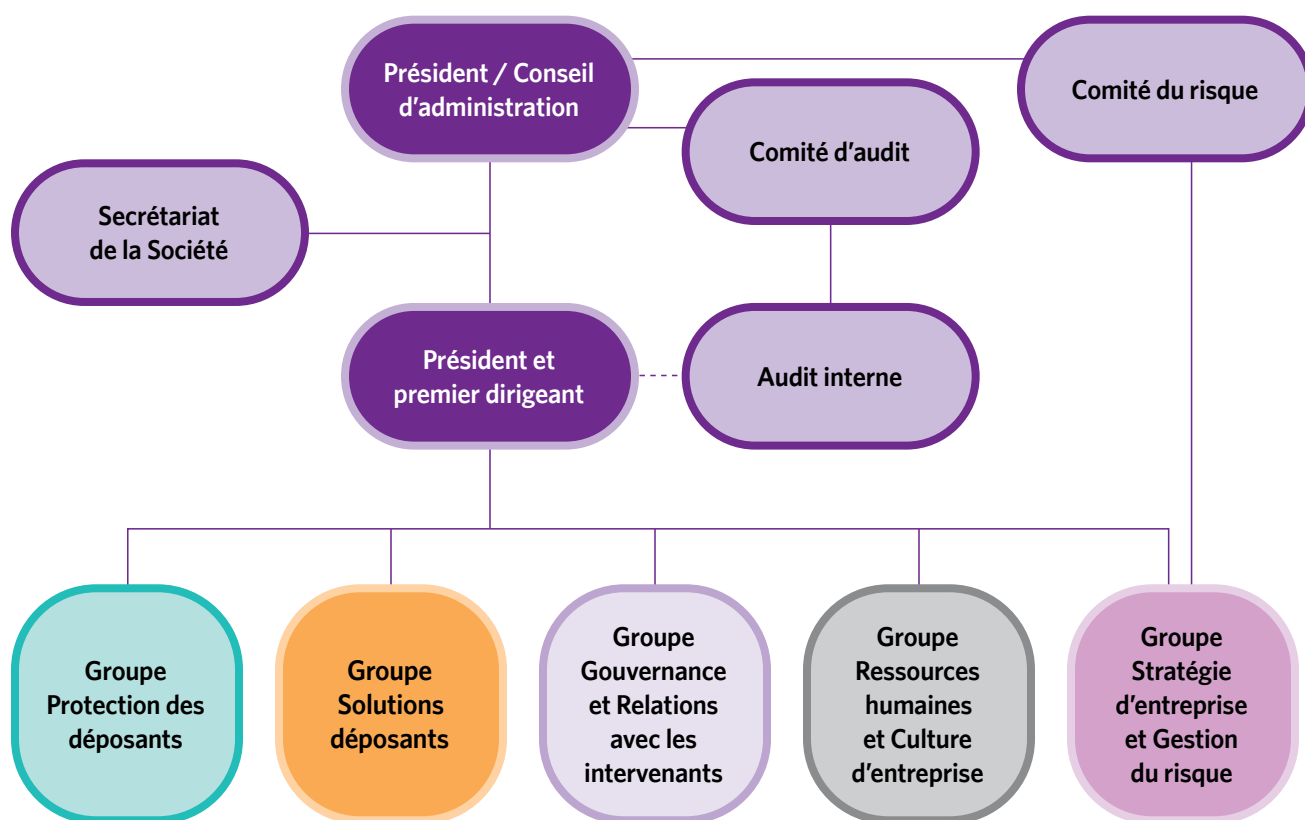
Depuis 2010, la SADC affiche sur son site Web, sans qu'on l'y oblige, des rapports sur les frais de déplacement et d'accueil de ses hauts dirigeants. Depuis juin 2019, la SADC publie les dépenses détaillées de déplacement et d'accueil de ses dirigeants ou employés, dans les 30 jours qui suivent la fin du mois où ces dépenses leur sont remboursées.

Depuis le premier trimestre de 2017-2018, la SADC publie également les dépenses de voyage et d'accueil du président de son conseil d'administration et de ses administrateurs issus du secteur privé.

Et depuis l'exercice 2016-2017, elle affiche sur son site Web le total annuel des frais engagés à l'égard de chacune de ces catégories de dépenses. La Société passe régulièrement en revue les renseignements qu'elle divulgue et y apporte des corrections lorsque cela s'impose.

Ces renseignements sont affichés sur son site Web, au www.sadc.ca.

Organigramme de la SADC⁹



----- Reflète l'obligation de rendre compte

⁹ En janvier 2020, la SADC a modifié sa structure organisationnelle. La nouvelle structure est composée de cinq groupes représentant les différents secteurs d'activités de l'organisation, comme l'illustre le diagramme susmentionné. Ces groupes remplacent les anciennes divisions : Affaires générales ; Risques de l'entreprise, Stratégie et Assurance ; Finances, Technologie et Solutions déposants ; Risque et Règlement - Institutions membres.

Répondre aux attentes à l'égard de la fonction publique

Comportement éthique et intégrité

La SADC a pour principe fondamental de promouvoir un comportement éthique et intègre. L'adhésion à nos codes et politiques en matière d'éthique de même que le respect du *Code de valeurs et d'éthique du secteur public*, qui a été intégré aux politiques de la SADC, est une condition *sine qua non* de travail à la SADC. Chaque année, employés et administrateurs doivent attester qu'ils adhèrent à leur code respectif. Des rapports sur le respect des codes et autres pratiques liées au comportement éthique sont remis au Comité d'audit et au Comité des ressources humaines et de la rémunération.

Formation en matière d'éthique

Les employés sont tenus chaque année de suivre une formation en matière d'éthique (confirmation exigée). De la formation en matière d'éthique est prévue en avril 2020 pour l'ensemble de la Société.

Diversité et ouverture, et harcèlement en milieu de travail

La SADC s'engage à ce que la composition de son personnel rende compte de la diversité des Canadiens qu'elle sert, et que sa culture d'entreprise repose sur l'ouverture à l'autre et la tolérance. En 2019-2020, l'engagement de la SADC en matière de diversité et d'inclusion a mené à l'élaboration d'un nouveau cadre de culture d'entreprise qui définit les valeurs et les compétences attendues des employés, avec, à la base, le côté humain, la diversité et la dualité linguistique. Par ailleurs, la SADC a lancé un programme de sensibilisation et de formation qui prévoyait :

- une formation annuelle obligatoire sur le comportement éthique, qui couvre aussi la diversité et l'ouverture à l'autre
- un processus de recrutement en lien avec des organismes qui soutiennent ou visent les minorités visibles et les personnes handicapées
- une formation dispensée au conseil d'administration, et à ses nouveaux membres, sur la diversité – *The Critical Importance of Workplace Awareness, Diversity and Respect* – en décembre 2019
- un examen du site Web, des offres d'emploi et des politiques de la SADC pour s'assurer que le contenu est de genre neutre et inclusif
- l'élaboration d'une formation en matière de sécurité et de harcèlement psychologique, obligatoire pour le personnel
- une formation sur l'ouverture aux personnes LGBTQ+, les biais cognitifs et la pleine conscience
- un programme de reconnaissance en langues officielles

La SADC mise autant sur des spécialistes que sur ses employés pour entretenir la discussion sur le sujet. Elle s'est dotée d'un calendrier d'activités axées sur la diversité et l'ouverture à l'autre, bien rempli.

En 2020-2021, la SADC compte continuer de mettre l'accent sur la diversité et l'ouverture à l'autre.

Assemblée publique annuelle

La SADC a tenu sa dernière assemblée publique annuelle (APA) le 15 mai 2019, à Toronto. L'APA est l'occasion pour la Société d'informer le public et les parties intéressées sur notre mandat et les services que nous rendons, et de répondre aux questions qui nous sont posées dans l'assistance, en ligne ou sur les médias sociaux. La SADC tiendra sa prochaine APA en 2020, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques*. L'assemblée est prévue le 11 août 2020, mais est sujette à changement en raison de la pandémie de COVID-19 et des mesures de distanciation physique qui s'imposent.